

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 34.744/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 22 janvier 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "fixant certains éléments de la procédure à suivre par le service de l'Office des étrangers chargé de l'examen des demandes d'asile sur la base de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 26 mars et 2 avril 2003, a donné, à cette dernière date, l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.744/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 22 januari 2003 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van bepaalde elementen van de procedure die dienen gevolgd te worden door de dienst van de Dienst Vreemdelingenzaken belast met het onderzoek van de asielaanvragen op basis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 26 maart en 2 april 2003, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Les Chambres législatives viennent d'adopter un projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ⁽¹⁾. Ce projet de loi prévoit diverses dispositions relatives aux demandes de reconnaissance de la qualité de réfugié introduites par des bénéficiaires de la protection temporaire accordée aux personnes déplacées. Ces dispositions prévoient notamment que ces personnes peuvent introduire une demande "à tout moment" (article 50bis en projet), mais que l'examen de leur demande d'asile est suspendu jusqu'à la fin du régime de protection temporaire (article 51/9 en projet).

Certaines dispositions du projet devront être adaptées pour tenir compte de cette modification législative. Il en va ainsi des dispositions qui font référence aux articles 50 et 51 de la loi du 15 décembre 1980 et de l'article 7, § 1^{er}, qui prévoit que l'audition a en principe lieu le jour où le demandeur d'asile se présente à l'Office des étrangers.

2. Certaines dispositions du projet ont un objet similaire à celui de dispositions du projet d'arrêté royal fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement faisant l'objet de l'avis 34.745/4 donné ce jour. Même si la nature des autorités en présence et des décisions qu'elles ont à rendre, ainsi que le fondement légal des deux arrêtés en projet peuvent justifier que les procédures ne soient pas réglées de manière uniforme, les divergences apparaissent toutefois dans certains cas difficilement explicables.

Ainsi en va-t-il, par exemple, des dispositions suivantes :

- les dispositions relatives au délai imparti au demandeur d'asile pour communiquer, respectivement, à l'Office des étrangers et au Commissaire général le motif valable qui l'a empêché de donner suite à une convocation : article 8 du projet et articles 12, alinéa 1^{er}, cinquième tiret, et 21, § 2, alinéa 1^{er} du projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis 34.745/4 précité;

⁽¹⁾ Doc. parl. Chambre, n° 50 - 2044/3 et Sénat, n° 3.1367/4.

- les dispositions relatives aux interprètes : articles 15 du projet et articles 23 à 25 du projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis 34.745/4 précité;
- les dispositions relatives, respectivement aux compte-rendu et rapport d'audition à l'Office des étrangers et aux notes d'audition au Commissariat général : articles 16 à 19 du projet et articles 19 et 20 du projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis 34.745/4 précité.

En outre certaines divergences sont d'ordre essentiellement formel.

Dans un but principalement de sécurité juridique, l'auteur du projet devra s'interroger sur le point de savoir si des raisons de fond justifient que des questions similaires soient traitées différemment dans les deux arrêtés, et dans la négative, veiller à rédiger les dispositions concernées dans les mêmes termes.

Il pourrait être opportun, par ailleurs, dans un souci d'accessibilité à la règle de droit, que les deux arrêtés soient fusionnés.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Aucune disposition législative n'attribue formellement au Roi le pouvoir de prendre l'arrêté en projet. Celui-ci peut néanmoins se fonder sur l'article 108 de la Constitution, qui confère au Roi le pouvoir de faire les règlements et de prendre les arrêtés nécessaires à l'exécution des lois. Si, dans l'exercice de ce pouvoir, le Roi ne peut ni étendre la portée de la loi ni la restreindre, il Lui appartient néanmoins, en vertu de l'article constitutionnel précité, de dégager du principe de la loi et de son économie générale les conséquences qui en dérivent naturellement d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit ⁽²⁾.

Le préambule doit contenir un alinéa supplémentaire visant l'article 108 de la Constitution.

⁽²⁾ Voy. not. Cass., 18 novembre 1924, Pas., 1925, I, p. 25; 23 septembre 1993, Pas., 1993, I, p. 744.

Toutefois, certaines dispositions, dont il est fait mention dans les observations particulières, excèdent les pouvoirs du Roi ainsi circonscrits.

Dispositif

Article 2

Il n'apparaît pas de raison objective de ne pas prévoir que la brochure d'information générale soit également remise à l'étranger qui s'est déclaré réfugié dans les conditions prévues à l'article 51/7 de la loi du 15 décembre 1980. Il convient donc de renvoyer également à cette dernière disposition ⁽³⁾.

Article 3

L'article 3 du projet prévoit ce qui suit :

"La brochure d'information générale visée à l'article 2 contient au moins des informations sur les sujets suivants :

- 1° le déroulement de la procédure d'asile;
- 2° l'application de la Convention de Dublin du 15 juin 1990 relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes, approuvée par une loi du 11 mai 1995 et les conséquences qui peuvent en découler;
- 3° les critères permettant de bénéficier de la protection prévue par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés;
- 4° la possibilité de faire appel à l'assistance juridique d'un avocat et le fait que celui-ci, ainsi qu'une personne de confiance, pourra assister à l'audition du demandeur d'asile au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides;
- 5° la possibilité du demandeur d'asile mineur de moins de dix-huit ans d'être assisté, pendant son audition par un agent du service compétent, par la personne exerçant sur lui l'autorité parentale, la tutelle en vertu de la loi nationale du mineur ou la tutelle spécifique prévue par la loi belge;

⁽³⁾ Voir également l'observation générale n° 1.

- 6° l'obligation d'élire domicile en vertu de l'article 51/2 de la loi et les conséquences qui en découlent;
- 7° l'obligation du demandeur d'asile d'indiquer s'il a besoin de l'assistance d'un interprète lors de l'examen de la demande ou, s'il déclare ne pas requérir l'assistance d'un interprète, la possibilité qui lui est offerte de choisir la langue de l'examen conformément à l'article 51/4 de la loi, et les conséquences qui en découlent;
- 8° les structures d'accueil des demandeurs d'asile pendant la procédure;
- 9° une information sur la politique d'asile belge et sur les conséquences négatives de fausses déclarations dans le cadre de la procédure d'asile;
- 10° l'existence d'associations spécialisées dans l'assistance des étrangers."

1. Comme en ont convenu les fonctionnaires délégués, au 4°, les mots "ainsi qu'" doivent être remplacés par le mot "ou".

Par ailleurs, la question se pose de savoir si l'intention de l'auteur du projet est qu'à contrario la présence du conseil du demandeur ou d'une personne de confiance lors de l'audition à l'Office soit exclue. Aucune autre disposition du projet ne donne une indication dans un sens ou dans l'autre. Le projet gagnerait à être complété par une disposition réglant cette question de manière explicite.

2. En ce qui concerne le 5°, il est renvoyé à l'observation faite sous l'article 10.

3. Le projet devrait également prévoir que la brochure contient des indications sur les conséquences pour le demandeur qui ne donne pas suite sans motif valable aux convocations ou aux demandes de renseignements.

4. En ce qui concerne le 7°, conformément à ce qui est visé à l'article 51/4, § 2, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 précitée, il y a lieu d'écrire - et ce afin d'éviter une erreur d'interprétation - "ou s'il ne déclare pas requérir l'assistance d'un interprète" ⁽⁴⁾.

5. En ce qui concerne le 9°, la section de législation du Conseil d'Etat s'interroge sur la portée de l'"information sur la politique d'asile belge".

6. Le 10°, qui prévoit que la brochure indique "l'existence d'associations spécialisées dans l'assistance des étrangers" est également sujette à interprétation. S'agit-il d'indiquer sans plus le fait qu'il existe des associations qui assistent les étrangers, auquel cas on ne comprend guère l'utilité de cette indication, ou bien l'intention est-elle de donner une liste de ces associations ?

Article 4

L'alinéa 1^{er} contient une discordance entre le texte français et le texte néerlandais. Celui-ci semble faire de la transmission immédiate des documents nécessaires à l'appui de la demande d'asile une simple faculté, alors que le texte français semble en faire une obligation. Selon les fonctionnaires délégués, le texte français correspond à l'intention de l'auteur du projet.

Quoiqu'il en soit, il va de soi que le fait de ne pas remettre, dès l'introduction de la demande, tous les documents nécessaires à l'appui de la demande d'asile ne peut avoir pour conséquence que les renseignements qui seraient communiqués par la suite devraient être écartés de l'examen de cette demande. Une telle disposition ajouterait à la loi, celle-ci précisant elle-même les causes d'irrecevabilité de la demande; le Roi, qui ne dispose, faut-il le rappeler, que du seul pouvoir de prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la loi, ne peut en ajouter d'autres. En outre, la loi prévoit elle-même, en son article 52, § 2, 4°, que des renseignements peuvent être demandés à l'intéressé en cours de procédure.

⁽⁴⁾ Voy. not. les arrêts n^{os} 77/97 (cons. B.12), 39/99 (cons. B.7) et 88/99 (cons. B.7) de la Cour d'arbitrage; C.E., n° 104.524, 8 mars 2002.

Selon le rapport au Roi, l'article 4 vise à inciter le demandeur d'asile à produire les documents qui peuvent appuyer utilement sa demande dès l'introduction de celle-ci.

L'obligation de collaborer à l'examen de la demande d'asile est inhérente à la demande de protection et implique que le demandeur remette au plus tôt à l'administration tous les documents qui permettent d'appuyer sa demande. Le projet ne peut toutefois laisser entendre que les documents qui seraient remis par la suite seraient écartés, l'administration ayant pour obligation de se prononcer au terme d'un examen complet de tous les éléments dont elle dispose au moment où elle décide. Le demandeur doit toutefois être en mesure de justifier les raisons pour lesquelles ces documents n'ont pas été remis lors de l'introduction de la demande. En effet, il n'est pas exclu que dans certaines circonstances, le dépôt tardif de pièces puisse être révélateur d'une fraude dans le chef du demandeur. Mais cette tardiveté à elle seule ne peut constituer une présomption de fraude. La demande d'asile ne pourrait être rejetée ni pour la raison que les documents ont été introduits par la suite, ni pour le fait que le demandeur n'a pas, lors du dépôt de ces documents, justifié des motifs pour lesquels il n'a pas remis ces documents lors de l'introduction de sa demande. C'est en effet dans la seule hypothèse où le demandeur n'a pas donné suite à une demande de renseignements dans le mois de son envoi que la loi prévoit que la demande peut être jugée irrecevable (article 52, § 2, 4°).

Pour éviter que l'article 4 ne puisse être interprété comme ajoutant une condition à la recevabilité de la demande, il est proposé de le rédiger comme suit :

"Art. 4. Dès l'introduction de la demande, le demandeur d'asile communique au délégué du ministre tous les documents dont il dispose et qu'il juge utiles pour appuyer sa demande.

Le demandeur peut produire d'autres pièces en cours de procédure."

Article 5

1. L'article 5 du projet paraît autoriser les agents de l'Office des étrangers à saisir les documents qui seraient "présumés être faux ou falsifiés" puisqu'il prévoit que ces documents ne restent pas en possession du demandeur d'asile.

.../...

L'article 81 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, si elle accorde un certain pouvoir de police aux agents de l'Office, ne leur attribue toutefois aucun pouvoir de saisie ⁽⁵⁾.

Selon les fonctionnaires délégués, lorsque l'agent de l'Office constate que des documents sont manifestement faux ou falsifiés, il avertit un fonctionnaire de police qui effectue le cas échéant la saisie de ces documents.

Mieux vaudrait omettre les mots "qui restent, sauf s'ils sont présumés faux ou falsifiés en possession du demandeur d'asile".

2. Par ailleurs, l'article 5 prévoit que "les originaux des (...) documents présentés sont conservés par le service compétent et transmis au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides".

Il convient de préciser à quel moment de la procédure cette transmission a lieu.

Article 6

La disposition en projet est rédigée comme suit :

"Les attestations médicales ou psychologiques produites à l'appui de la demande d'asile sont traitées avec la prudence nécessaire."

Cette disposition paraît être une simple recommandation. Si tel est le cas, elle n'a pas sa place dans un arrêté normatif.

⁽⁵⁾ Pour le surplus, les agents sont soumis à l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

Le rapport au Roi commente toutefois cet article comme suit :

"Il convient de rappeler que ce type d'attestations ne suffit pas en soi pour décider de l'existence d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève, et de reconnaître la qualité de réfugié au demandeur d'asile sur cette base."

Si l'intention de l'auteur du projet est, en précisant que les attestations médicales ou psychologiques doivent être traitées avec prudence, d'établir qu'en règle ces attestations n'ont qu'une force probante réduite, alors la disposition soulève une autre objection : faute d'habilitation légale, il n'entre en effet pas dans les pouvoirs du Roi de régir le régime de la preuve dans la matière de la reconnaissance de la qualité de réfugié.

Cette disposition sera dès lors omise.

Article 8

Cette disposition prévoit que, lorsque le demandeur d'asile ne s'est pas présenté au service compétent à la date fixée pour l'audition mais qu'il a communiqué par écrit un motif valable à ce sujet dans le mois qui suit l'envoi de la convocation, une nouvelle date est fixée pour l'audition.

Cette disposition soulève deux difficultés : en premier lieu, elle n'est praticable que si le délai de convocation est inférieur à un mois, ce qui ne sera pas nécessairement toujours le cas; en second lieu, la question se pose de savoir quel sera le point de départ du délai lorsque la convocation n'a pas été envoyée mais a été remise à l'intéressé ou, comme le prévoit le projet, a fait l'objet d'une mention sur "l'annexe 26" remise à l'intéressé.

Article 9

Le paragraphe 2 de la disposition en projet est rédigé comme suit :

"S'il y a des indications de persécution liées au genre, l'agent du service compétent vérifie si le demandeur d'asile n'a pas d'objection à être entendu par une personne d'un sexe autre que le sien, auquel cas, dans la mesure du possible, il sera donné suite à sa demande."

.../...

Dans le texte français, il y a lieu de remplacer le mot "genre" par le mot "sexe".

Par ailleurs, il semble peu raisonnable de permettre au demandeur d'asile d'émettre des objections sur le sexe de la personne qui l'entend et de prévoir en même temps qu'il ne sera tenu compte de cette objection que "dans la mesure du possible". Les renseignements recueillis dans de telles circonstances seront de toute façon sujets à caution. La section de législation n'aperçoit du reste pas quelle impossibilité il pourrait y avoir de changer d'agent chargé de l'audition, même si cela nécessite que l'audition soit remise à une heure ou à une date ultérieures.

Article 10

L'article 479 de la loi-programme du 24 décembre 2002 prévoit l'organisation d'une tutelle pour toute personne de moins de dix-huit ans, non accompagnée d'une personne exerçant l'autorité parentale ou la tutelle en vertu de la loi nationale du mineur, ressortissant d'un pays non-membre de l'espace économique européen et qui a demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié ou qui ne satisfait pas aux conditions d'accès au territoire et de séjour. Il n'est donc pas requis que cette personne soit mineure en vertu de sa loi nationale.

Par ailleurs, l'âge de la majorité n'est pas fixé à 18 ans dans tous les pays. Il peut l'être à un âge supérieur ou inférieur.

Par conséquent le projet doit non pas viser les mineurs de moins de dix-huit ans mais viser, d'une part, les mineurs accompagnés par la personne qui exerce sur eux l'autorité parentale ou la tutelle en vertu de la loi nationale du mineur et, d'autre part, les personnes de moins de dix-huit ans qui ne sont pas accompagnées par une personne exerçant l'autorité parentale ou la tutelle en vertu de leur loi nationale.

Par ailleurs en vertu de l'article 479, section 5, article 9, § 2, de la loi-programme précitée, le tuteur désigné en vertu de cette loi assiste le mineur non-accompagné à chaque phase des procédures prévues par les lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ainsi que dans toute procédure administrative ou judiciaire et est présent à chacune de ses auditions.

La présence du tuteur prévue par la loi-programme lors de l'audition par les agents de l'Office des étrangers ne peut donc être facultative.

La disposition sera revue pour tenir compte de ces observations.

Article 11

Le paragraphe 1^{er} est rédigé de manière peu intelligible. Il devrait être à tout le moins scindé en deux phrases dont l'une viserait la phase d'instruction (audition et collecte des éléments de preuve) et l'autre la phase d'évaluation.

Pour ce qui concerne la première phrase, il est peu heureux d'écrire que les agents du service compétent "doivent obtenir du demandeur d'asile qu'il présente son cas de manière aussi complète que possible et avec tous les éléments de preuve dont il dispose". La section de législation n'aperçoit pas de quels moyens légaux les agents concernés disposent pour "obtenir" les attitudes ainsi prescrites.

La disposition pourrait être rédigée sous la forme d'une obligation faite aux agents concernés d'informer le demandeur d'asile de la nécessité de présenter son cas de manière aussi complète que possible et avec tous les éléments de preuve dont il dispose et de faire connaître au demandeur les risques qu'il encourt, quant au sort de sa demande, si ces conseils ne sont pas suivis ⁽⁶⁾.

Par ailleurs, l'auteur du projet semble perdre de vue qu'au stade de l'examen des demandes d'asile par l'Office des étrangers, outre les causes d'irrecevabilité étrangères au fond de la demande, le rejet d'une demande ne peut résulter que de causes "manifestes" : le demandeur ne peut se voir refuser l'entrée ou le séjour sur le territoire

⁽⁶⁾ Voir sur ce point l'observation formulée sous l'article 4.

que si la demande "est manifestement fondée sur des motifs étrangers à l'asile" (article 52, § 1^{er}, 2°) ou si la demande "est manifestement non fondée parce que l'étranger ne fournit pas d'éléments qu'il existe, en ce qui le concerne, de sérieuses indications d'une crainte fondée de persécutions au sens de la Convention internationale précitée" (article 52, § 1^{er}, 7°).

Selon la jurisprudence, est manifeste ce dont l'existence ou la nature s'impose à un esprit raisonnable avec une force de conviction telle que de plus amples investigations n'apparaissent pas nécessaires ⁽⁷⁾.

Il n'est donc pas conforme à la loi du 15 décembre 1980 de prévoir que les agents de l'Office doivent examiner les demandes "en accordant si besoin est au demandeur le bénéfice du doute". Au stade de la recevabilité, la demande ne peut être rejetée que si le délégué du ministre n'a pas le moindre doute que toute investigation supplémentaire serait inutile ⁽⁸⁾. Le bénéfice du doute ne peut donc être une simple faculté à accorder "si besoin est" ⁽⁹⁾.

Le texte sera revu pour tenir compte de ces observations.

⁽⁷⁾ Jurisprudence constante, voir notamment C.E., (réf.), n°s 73.274 du 24 avril 1998, 72.478 du 16 mars 1998, 68.599 du 2 octobre 1997, 68.806 du 13 octobre 1997, 60.091 du 11 juin 1996, 79.184 du 9 mars 1999; C.E., n° 78.987 du 26 février 1999; C.E., n° 91.369 du 8 décembre 2000; C.E. n° 104.423 du 7 mars 2002.

⁽⁸⁾ C.E., n° 68.812 du 13 octobre 1997.

⁽⁹⁾ Le texte néerlandais qui utilise le mot "eventueel" est encore davantage critiquable sur ce point.

Article 12

Bien que les paragraphes 1^{er} et 2 ne modifient guère la substance des droits et des devoirs auxquels les agents de l'Office sont soumis du fait de leur qualité d'agent de l'Etat ⁽¹⁰⁾, ces dispositions, dans la mesure où elles ont ces droits et devoirs pour objet, doivent être soumises à la négociation syndicale prévue par l'article 2, § 1^{er}, 1^o, a), de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités (article 3, 3^o, de l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités).

Il ne ressort pas des informations transmises au Conseil d'Etat que cette formalité a été accomplie.

Si la disposition en projet devait être modifiée à la suite de cette négociation, elle devrait être à nouveau soumise à la section de législation.

Article 14

Il résulte a contrario des mots "peu après leur entrée en service" que des agents pourraient effectuer des auditions sans qu'aucune qualification ne soit requise et sans qu'il aient reçu préalablement une formation à cet effet.

Selon les fonctionnaires délégués, telle n'est pas l'intention de l'auteur du projet. Le texte sera dès lors revu pour mieux traduire celle-ci.

⁽¹⁰⁾ Voy. les articles 8, § 1^{er}, et 10 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Article 15

Ainsi qu'en ont convenu les fonctionnaires délégués, mieux vaudrait prévoir qu'en cas de changement d'interprète sollicité par le demandeur, l'audition est reprise ab initio, plutôt que poursuivie. Par hypothèse en effet, les éléments fournis avec l'aide de l'interprète contesté ne pourront que faire l'objet de contestations ultérieures.

Article 16

A l'alinéa 2, mieux vaudrait viser également les contradictions avec les déclarations faites par d'autres membres de la famille dont les demandes sont examinées simultanément.

Articles 17 et 18

1. A l'article 17, alinéa 1^{er}, quatrième tiret, il y a lieu de prévoir également qu'il soit fait état dans le compte rendu d'audition du changement d'interprète sollicité par le demandeur conformément à l'article 15 et des motifs éventuels pour lesquels il n'a pas été donné suite à cette demande.

Au septième tiret du même alinéa, il sera tenu compte de l'observation formulée à propos de l'article 9.

2. A l'alinéa 2 du même article, il est indiqué que

"Le compte-rendu d'audition reflète fidèlement les questions posées ainsi que des (lire : les) réponses du demandeur d'asile",

alors que l'article 16, alinéa 1^{er} indique que

"Les déclarations du demandeur d'asile sont notées par écrit".

.../...

Il paraît indiqué qu'un seul document soit établi. Par conséquent, mieux vaudrait écrire que :

"Le compte rendu d'audition reflète fidèlement les questions qui ont été posées au demandeur d'asile, ainsi que les déclarations de celui-ci."

3. L'article 17 fait état d'un "compte-rendu d'audition", tandis qu'à l'article 18, il est question d'un rapport d'audition.

Comme l'ont expliqué les fonctionnaires délégués, il s'agit de deux documents différents. Seul le rapport d'audition est remis au demandeur d'asile.

Le projet devrait préciser ce qui distingue les deux documents, en explicitant, dans le dispositif, le contenu du "rapport d'audition".

4. Il n'apparaît pas clairement si le compte-rendu d'audition doit ou non être signé par le demandeur d'asile. Ni l'article 17 ni l'article 18 ne le prévoit expressément. La section de législation n'aperçoit pas ce qui justifierait que le compte rendu d'audition ne soit pas signé par le demandeur d'asile. Cette signature permet d'établir la teneur de celui-ci de manière certaine. Il y a lieu de prévoir également que si le demandeur refuse de signer, ce refus est acté sur le compte-rendu.

Article 21

Il est de jurisprudence que toute pièce envoyée sous pli recommandé à la poste est considérée comme reçue le premier jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste.

Il s'agit toutefois d'une simple présomption réfragable. Le Roi excède ses pouvoirs en prévoyant que la date de la notification qui s'effectue sous pli recommandé à la poste "est la date de la poste majorée de deux jours ouvrables". Ce faisant, Il établit une présomption iuris et de iure, qui ne peut être établie que par la loi, dès lors qu'elle porte sur le régime de la preuve.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De Wetgevende kamers hebben onlangs een ontwerp van wet aangenomen tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ⁽¹⁾. Dat wetsontwerp bevat verscheidene bepalingen aangaande de verzoeken om erkenning van de hoedanigheid van vluchteling, ingediend door personen die tijdelijke bescherming genieten verleend aan ontheemden. Die bepalingen houden onder meer in dat die personen "op elk ogenblik" een verzoek om erkenning vermogen in te dienen (ontworpen artikel 50bis), doch dat het onderzoek van hun asielaanvraag wordt opgeschort totdat de regeling inzake tijdelijke bescherming beëindigd wordt (ontworpen artikel 51/9).

Sommige bepalingen van het ontwerp zullen moeten worden aangepast om rekening te houden met die wetswijziging. Dat is het geval met de bepalingen waarin verwezen wordt naar de artikelen 50 en 51 van de wet van 15 december 1980 en met artikel 7, § 1, dat bepaalt dat het gehoor in principe plaatsvindt op de dag dat de asielzoeker zich aandient bij de Dienst Vreemdelingenzaken.

2. Zekere bepalingen van het ontwerp betreffen een soortgelijke aangelegenheid als die welke punt is van de bepalingen van het ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, waarover heden advies 34.745/4 wordt gegeven. Ofschoon de aard van de betrokken autoriteiten en de beslissingen die ze moeten nemen, alsook de rechtsgrond van de beide ontworpen besluiten kunnen rechtvaardigen dat de procedures niet eenvormig worden geregeld, ziet het er toch naar uit dat de verschillen in sommige gevallen moeilijk te verklaren zijn.

Dat geldt bijvoorbeeld voor de volgende bepalingen :

- de bepalingen betreffende de aan de asielzoeker toegemeten termijn om onderscheidenlijk aan de Dienst Vreemdelingenzaken en de Commissaris-generaal de geldige reden te laten kennen die hem verhinderd heeft gevolg te geven aan een oproeping : artikel 8 van het ontwerp en de artikelen 12, eerste lid, vijfde streepje, en 21, § 2, eerste lid, van het ontwerp van koninklijk besluit waarover het voormelde advies 34.745/4 gaat;

⁽¹⁾ Gedr. St. Kamer, nr. 50 - 2044/3 en Senaat nr. 3.1367/4

- de bepalingen aangaande tolken : artikel 15 van het ontwerp en de artikelen 23 tot 25 van het ontwerp van koninklijk besluit waarover het voormelde advies 34.745/4 gegeven wordt;
- de bepalingen omtrent respectievelijk het gehoorverslag en de notities van het gehoor op het Commissariaat-generaal : de artikelen 16 tot 19 van het ontwerp en de artikelen 19 tot 20 van het ontwerp van koninklijk besluit dat aan de orde is in het voormelde advies 34.745/4.

Daarenboven zijn sommige verschillen hoofdzakelijk van formele aard.

Vooraf met het oog op de rechtszekerheid zal de steller van het ontwerp zich moeten afvragen of er inhoudelijke redenen voor zijn waarom soortgelijke kwesties verschillend behandeld worden in de twee besluiten; zoniet behoort hij erop toe te zien dat de betreffende bepalingen in dezelfde bewoordingen worden opgesteld.

Overigens zou het ter wille van de kenbaarheid van de rechtsregel geraden zijn de beide besluiten samen te voegen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Geen enkele wetgevende bepaling maakt de Koning uitdrukkelijk bevoegd om het ontworpen besluit uit te vaardigen. Toch kan dat besluit steunen op artikel 108 van de Grondwet, dat de Koning bevoegd maakt om de verordeningen te maken en de besluiten te nemen die nodig zijn voor de uitvoering van de wetten. Ook al kan de Koning bij de uitoefening van die bevoegdheid de strekking van de wet niet uitbreiden noch beperken, toch is het krachtens het voornoemde grondwetsartikel een aangelegenheid van de Koning om uit het principe van de wet en de algemene samenhang daarvan de gevolgen af te leiden die er normaal aan verbonden zijn volgens het denken dat tot het ontwerpen van de wet heeft geleid en de doelstellingen van die wet ⁽²⁾.

De aanhef behoort een lid meer te omvatten, waarin verwezen wordt naar artikel 108 van de Grondwet.

⁽²⁾ Zie inzonderheid Cass., 18 november 1924, Pas., 1925, I, blz. 25; 23 september 1993, Pas., 1993, I, blz. 744.

Toch gaan sommige bepalingen, waarvan melding wordt gemaakt in de bijzondere opmerkingen, verder dan de aldus omschreven bevoegdheden van de Koning.

Dispositief

Artikel 2

Er blijkt geen objectieve reden voorhanden te zijn om niet voor te schrijven dat de algemene informatiebrochure ook wordt afgegeven aan de vreemdeling die zich als vluchteling heeft aangemeld overeenkomstig het bepaalde in artikel 51/7 van de wet van 15 december 1980. Er dient dus ook naar die bepaling te worden verwezen ⁽³⁾.

Artikel 3

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt het volgende :

"Deze in artikel 2 bedoelde algemene informatiebrochure bevat minstens inlichtingen over de volgende onderwerpen :

- 1° het verloop van de asielprocedure;
- 2° de toepassing van de Overeenkomst van Dublin van 15 juni 1990 betreffende de vaststelling van de Staat die verantwoordelijk is voor de behandeling van een asielverzoek dat bij één van de Lidstaten van de Europese Gemeenschappen wordt ingediend, goedgekeurd bij wet van 11 mei 1995 en de gevolgen die daaruit kunnen voortvloeien;
- 3° de criteria die toelaten te genieten van de bescherming voorzien door het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen;
- 4° de mogelijkheid om beroep te doen op de rechtsbijstand van een advocaat en het feit dat deze, alsook een vertrouwenspersoon, het verhoor van de asielzoeker op het Commissariaat-generaal voor vluchtelingen en staatlozen zal kunnen bijwonen;

⁽³⁾ Zie ook algemene opmerking nr. 1.

- 5° indien het een minderjarige asielzoeker betreft, de mogelijkheid om, tijdens zijn gehoor door een ambtenaar van de bevoegde dienst, te worden bijgestaan door een persoon die over hem het ouderlijk gezag, de voogdij op basis van de nationale wet van de minderjarige of de bijzondere voogdij voorzien door de Belgische wet, uitoefent;
- 6° de verplichting om een woonplaats te kiezen op basis van artikel 51/2 van de wet en de gevolgen die daaruit voortvloeien;
- 7° de verplichting van de asielzoeker om aan te geven of hij de hulp nodig heeft van een tolk tijdens het onderzoek van de aanvraag of, indien hij verklaart de hulp van de tolk niet te verlangen, wordt hem de mogelijkheid aangeboden om de taal van het onderzoek te kiezen, overeenkomstig artikel 51/4 van de wet, en de gevolgen die daaruit voortvloeien;
- 8° de opvangstructuren voor asielzoekers tijdens de procedure;
- 9° inlichtingen wat betreft het Belgisch asielbeleid en wat betreft de negatieve gevolgen die worden verbonden aan het afleggen van valse verklaringen in het kader van de asielprocedure;
- 10° het bestaan van organisaties gespecialiseerd in de bijstand van vreemdelingen."

1. De gemachtigde ambtenaren hebben beaamd dat in 4° het woord "alsook" vervangen moet worden door het woord "of".

Bovendien rijst de vraag of het de bedoeling is van de steller van het ontwerp dat a contrario het uitgesloten is dat de raadsman van de asielzoeker of een andere vertrouwenspersoon het gehoor op de Dienst Vreemdelingenzaken bijwoont. Geen enkele bepaling van het ontwerp geeft enige aanwijzing in deze of gene zin. Het ontwerp zou ermee gebaat zijn als het werd aangevuld met een bepaling waarin dat vraagstuk uitdrukkelijk wordt geregeld.

2. Ten aanzien van 5° wordt verwezen naar de opmerking onder artikel 10.

3. Het ontwerp zou ook moeten voorschrijven dat de brochure aanwijzingen omvat omtrent de consequenties voor de asielzoeker die zonder geldige reden geen gevolg geeft aan oproepingen of verzoeken om inlichtingen.

4. Wat 7° betreft geldt dat overeenkomstig hetgeen gestipuleerd wordt in artikel 51/4, § 2, tweede lid, van de voormelde wet van 15 december 1980 moet worden geschreven - om verkeerde interpretaties te voorkomen - "of indien hij niet verklaart de hulp van een tolk te verlangen" ⁽⁴⁾.

5. Voor 9° geldt dat de Raad van State vragen heeft bij de reikwijdte van de "inlichtingen wat betreft het Belgisch asielbeleid".

6. Onderdeel 10°, volgens hetwelk de brochure "het bestaan" vermeldt "van organisaties gespecialiseerd in de bijstand van vreemdelingen", is eveneens voor interpretatie vatbaar. Gaat het erom zonder meer aan te geven dat er organisaties bestaan die vreemdelingen bijstaan, in welk geval het nut van die bepaling amper duidelijk is, of is het de bedoeling een lijst van die organisaties te geven ?

Artikel 4

Het eerste lid bevat een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst. De eerstgenoemde tekst lijkt van het onmiddellijk verzenden van de documenten ter ondersteuning van de asielaanvraag een gewone mogelijkheid te maken, terwijl de Franse tekst er een verplichting van lijkt te maken. Volgens de gemachtigde ambtenaren beantwoordt de Franse tekst aan het voornemen van de steller van het ontwerp.

Hoe dan ook, het spreekt vanzelf dat als niet van bij het indienen van de asielaanvraag alle documenten worden bezorgd die nodig zijn tot staving van de asielaanvraag, zulks alleen tot gevolg kan hebben dat inlichtingen die naderhand mochten worden verschaft buiten het onderzoek van de zaak gehouden zouden moeten worden. Een zodanige bepaling zou een ruimere strekking geven aan de wet, daar deze zelf de gronden voor onontvankelijkheid van de aanvraag bepaalt; de Koning, die, moet er wederom op worden gewezen, alleen de bevoegdheid heeft om de maatregelen te nemen

⁽⁴⁾ Zie inzonderheid de arresten nr. 77/97 (overweging B.12), 39/99 (overweging B.7) en 88/99 (overweging B.7) van het Arbitragehof; RvS, nr. 104.524 van 8 maart 2002.

die nodig zijn voor de uitvoering van de wet, mag er geen andere aan toevoegen. Voorts bepaalt de wet zelf, in artikel 52, § 2, 4°, dat aan de belanghebbende inlichtingen kunnen worden gevraagd in de loop van de procedure.

Volgens het verslag aan de Koning heeft artikel 4 tot doel de asielaanvrager ertoe aan te sporen de stukken over te leggen die zijn aanvraag kunnen staven vanaf het ogenblik van de indiening van die aanvraag.

De verplichting om mee te werken aan het onderzoek van de asielaanvraag is inherent aan de aanvraag om bescherming en impliceert dat de aanvrager het bestuur zo spoedig mogelijk alle stukken overhandigt die zijn aanvraag kunnen staven. Het ontwerp mag evenwel niet de indruk wekken dat de stukken die achteraf zouden worden bezorgd, geweerd zouden worden, aangezien het bestuur de verplichting heeft zich uit te spreken na afloop van een volledig onderzoek van alle gegevens waarover het beschikt op het ogenblik waarop het zijn beslissing neemt. De aanvrager moet niettemin in staat zijn aan te geven om welke redenen die stukken niet bezorgd zijn bij de indiening van de aanvraag. Het is immers niet uitgesloten dat de laattijdige indiening van stukken in bepaalde omstandigheden bedrog vanwege de aanvrager aan het licht kan brengen. Maar die laattijdige indiening kan op zich geen vermoeden van bedrog opleveren. De asielaanvraag kan niet worden afgewezen omdat de stukken achteraf zijn ingediend, noch omdat de aanvrager bij de neerlegging van die stukken niet heeft aangegeven om welke redenen hij die stukken niet heeft ter hand gesteld bij de indiening van zijn aanvraag. Alleen ingeval de aanvrager geen gevolg heeft gegeven aan een verzoek om inlichtingen binnen een maand na de verzending van de aanvraag, bepaalt de wet immers dat de aanvraag onontvankelijk kan worden geacht (artikel 52, § 2, 4°).

Om te vermijden dat artikel 4 zo kan worden uitgelegd dat een voorwaarde wordt toegevoegd aan de ontvankelijkheid van de aanvraag, wordt voorgesteld het als volgt te redigeren :

"Art. 4. Dadelijk na de indiening van de aanvraag deelt de asielzoeker aan de gemachtigde van de minister alle stukken mee waarover hij beschikt en die hij nuttig acht ter ondersteuning van zijn aanvraag.

.../...

De aanvrager kan andere stukken overleggen tijdens het verloop van de procedure."

Artikel 5

1. Artikel 5 van het ontwerp lijkt de ambtenaren van de Dienst Vreemdelingenzaken te machtigen de stukken in beslag te nemen waarvan "er een vermoeden is dat ze vals of vervalst zijn", aangezien het bepaalt dat die stukken niet in het bezit blijven van de asielaanvrager.

Artikel 81 van de voormelde wet van 15 december 1980 verleent weliswaar een bepaalde politiebevoegdheid aan de ambtenaren van de Dienst, maar machtigt hen evenwel niet om beslag te leggen ⁽⁵⁾.

Volgens de gemachtigde ambtenaren verwittigt de ambtenaar van de Dienst, wanneer hij vaststelt dat die stukken kennelijk vals of vervalst zijn, een politieambtenaar, die in voorkomend geval die stukken in beslag neemt.

Het zou beter zijn de woorden "die in het bezit blijven van de asielzoeker, tenzij er een vermoeden is dat ze vals of vervalst zijn" te laten vervallen.

2. Voorts bepaalt artikel 5 dat "de originele exemplaren van (...) documenten die worden neergelegd, worden, bijgehouden door de bevoegde dienst en overgemaakt aan het Commissariaat-Generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen".

Er zou nader moeten worden bepaald op welk tijdstip van de procedure die verzending plaatsvindt.

⁽⁵⁾ Voor het overige zijn de ambtenaren onderworpen aan artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering.

Artikel 6

De ontworpen bepaling luidt als volgt :

"De medische en psychologische attesten die worden neergelegd in het kader van de asielaanvraag, worden met de nodige omzichtigheid onderzocht."

Die bepaling dient zich aan als een loutere aanbeveling. Indien dat het geval is, hoort zij niet thuis in een regelgevend besluit.

In het verslag aan de Koning staat in verband met dat artikel de volgende commentaar :

"Er wordt op gewezen dat medische en psychologische attesten op zich niet voldoende zullen zijn om te besluiten dat er een gegronde vrees voor vervolging is in de zin van de Conventie van Genève, en de asielzoeker op basis daarvan als vluchteling te erkennen."

Indien de steller van het ontwerp, door te preciseren dat de medische of psychologische attesten met omzichtigheid moeten worden behandeld, er wil op wijzen dat in de regel die attesten slechts een beperkte bewijskracht hebben, doet de bepaling een ander bezwaar rijzen : bij ontstentenis van wettelijke machtiging, is de Koning immers niet bevoegd om de bewijsvoering te regelen ter zake van de erkenning van de hoedanigheid van vluchteling.

Die bepaling moet derhalve vervallen.

Artikel 8

In die bepaling wordt gesteld dat indien de asielzoeker zich niet heeft aangemeld bij de bevoegde dienst op de datum vastgesteld voor het gehoor maar daarvoor schriftelijk een geldige reden meegedeeld heeft binnen een maand die volgt op de verzending van de oproeping, een nieuwe datum wordt vastgesteld voor het gehoor.

Die bepaling doet twee moeilijkheden rijzen: op de eerste plaats is zij alleen bruikbaar indien de oproepingstermijn minder dan een maand is, wat niet

.../...

noodzakelijkerwijze steeds het geval zal zijn; op de tweede plaats rijst de vraag wat het vertrekpunt van de termijn zal zijn wanneer de oproeping niet verzonden wordt maar aan de betrokkene wordt ter hand gesteld, of zoals in het ontwerp wordt bepaald, het voorwerp uitmaakt van een vermelding op "bijlage 26" die de betrokkene ter hand wordt gesteld.

Artikel 9

Paragraaf 2 van de ontworpen bepaling luidt als volgt :

"Indien er aanwijzingen zijn dat de vervolging verband houdt met het geslacht, verifieert de ambtenaar van de bevoegde dienst of de asielzoeker er geen bezwaar tegen heeft om te worden gehoord door een persoon van een ander geslacht dan het zijne. Indien dat zo is, zal in de mate van het mogelijke aan zijn vraag worden voldaan."

In de Franse tekst dient het woord "genre" te worden vervangen door het woord "sexe".

Bovendien lijkt het niet erg redelijk de asielaanvrager toe te staan bezwaren te uiten in verband met het geslacht van de persoon die hem hoort en tegelijkertijd te bepalen dat met dat bezwaar alleen rekening zal worden gehouden "in de mate van het mogelijke". De inlichtingen die in dergelijke omstandigheden zullen worden ingewonnen, zullen hoe dan ook bedenkingen oproepen. Het is de afdeling Wetgeving voorts niet duidelijk in welk opzicht het onmogelijk zal zijn een andere ambtenaar aan te wijzen die belast is met het horen van de asielaanvrager, ook al noopt zulks tot het verdagen van het gehoor tot een later uur of een latere datum.

Artikel 10

Artikel 479 van de programmawet van 24 december 2002 voorziet in de organisatie van voogdij over iedere persoon van minder dan achttien jaar oud, die niet begeleid is door een persoon die de ouderlijke macht of de voogdij uitoefent krachtens de nationale wet van de minderjarige, die onderdaan is van een land dat geen lid is van de Europese Economische Ruimte en die de erkenning van de hoedanigheid van vluchteling heeft gevraagd of niet voldoet aan de voorwaarden inzake toegang tot en verblijf op het grondgebied. Het is dus niet vereist dat die persoon minderjarig is krachtens zijn nationale wet.

Bovendien is de leeftijd van 18 jaar niet in alle landen de leeftijd waarop men meerderjarig wordt. Het kan om een hogere of een lagere leeftijd gaan.

Bijgevolg behoort het ontwerp niet te slaan op minderjarigen jonger dan achttien jaar, maar moet het betrekking hebben op enerzijds de minderjarigen begeleid door de persoon die over hen het ouderlijk gezag of de voogdij uitoefent krachtens de nationale wet van de minderjarige, en anderzijds de personen van minder dan achttien jaar oud die niet begeleid zijn door een persoon die het ouderlijk gezag of de voogdij uitoefent krachtens hun nationale wet.

Voorts begeleidt krachtens artikel 479, afdeling 5, artikel 9, § 2, van de voormelde programmawet, de voogd die krachtens die wet is aangesteld, de niet-begeleide minderjarige in elke fase van de procedures bepaald bij de wetten betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, alsook bij alle andere bestuurlijke of gerechtelijke procedures, en is hij aanwezig telkens als de minderjarige wordt gehoord.

De aanwezigheid van de voogd waarin de programmawet voorziet bij het verhoor door de ambtenaren van de Dienst Vreemdelingenzaken kan dus alleen maar facultatief zijn.

De bepaling moet worden herzien in het licht van die opmerkingen.

.../...

Artikel 11

Paragraaf 1 is niet bevattelijk gesteld. Hij zou moeten worden gesplitst in twee zinnen, waarvan de ene zou handelen over de onderzoeksfase (het gehoor en het verzamelen van bewijsmateriaal), en de andere over de evaluatiefase.

In de eerste zin is het niet erg geslaagd te schrijven dat de ambtenaren van de bevoegde dienst "van de asielzoeker (dienen) te bekomen dat hij zijn zaak op een zo volledig mogelijke wijze uiteenzet en dit met alle bewijselementen waarover hij beschikt". Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk over welke wettige middelen de betrokken ambtenaren beschikken om de aldus beschreven houding te "bekomen".

De bepaling zou kunnen worden gesteld in de vorm van een aan de betrokken ambtenaren opgelegde verplichting om de asielzoeker erover in te lichten dat het noodzakelijk is dat hij een zo volledig mogelijk beeld geeft van zijn situatie met alle bewijsmateriaal waarover hij beschikt en hem op de hoogte te brengen van de risico's die hij loopt voor de verdere behandeling van zijn aanvraag als hij die raadgevingen niet opvolgt ⁽⁶⁾.

Bovendien lijkt de steller van het ontwerp eraan voorbij te gaan dat in de fase van het onderzoek van de asielaanvragen door de Dienst Vreemdelingenzaken, naast de redenen van niet-ontvankelijkheid die niets hebben uit te staan met de grond zelf van de asielaanvraag, een aanvraag alleen kan worden afgewezen als gevolg van "kennelijke" redenen : de asielzoeker kan de toegang tot of het verblijf op het grondgebied alleen worden ontzegd "wanneer de aanvraag klaarblijkelijk steunt op motieven die totaal vreemd zijn aan het asiel (artikel 52, § 1, 2°) of " wanneer de aanvraag kennelijk ongegrond is omdat de vreemdeling geen gegeven aanbrengt dat er, wat hem betreft, ernstige aanwijzingen bestaan van een gegronde vrees voor vervolging in de zin van het voormelde Internationaal Verdrag"(artikel 52, § 1, 7°).

⁽⁶⁾ Zie op dat punt de opmerking die wordt gemaakt onder artikel 4.

Het is vaste rechtspraak dat in deze materie alleen als kennelijk kan worden beschouwd datgene waarvan het bestaan of de aard zich aan een redelijke geest met een zodanige overtuigingskracht opdringt dat verder onderzoek niet noodzakelijk voorkomt ⁽⁷⁾.

Het is dus niet conform de wet van 15 december 1980 te bepalen dat de ambtenaren van de Dienst de aanvragen moeten onderzoeken waarbij "eventueel het voordeel van de twijfel aan de asielzoeker (wordt) toegekend". In de fase van het onderzoek van de ontvankelijkheid kan de aanvraag alleen worden afgewezen als de gemachtigde van de minister er niet de minste twijfel over heeft dat elk aanvullend onderzoek nutteloos zou zijn ⁽⁸⁾. Het voordeel van de twijfel mag dus geen loutere mogelijkheid zijn die "eventueel" kan worden verleend ⁽⁹⁾.

De tekst moet worden herzien om rekening te houden met deze opmerkingen.

Artikel 12

Hoewel de paragrafen 1 en 2 zo goed als geen wijzigingen aanbrengen in de rechten en plichten die de ambtenaren van de Dienst hebben uit hoofde van hun hoedanigheid van rijksambtenaar ⁽¹⁰⁾, moeten over die bepalingen, in zoverre zij die rechten en plichten als onderwerp hebben, onderhandelingen worden gevoerd met de vakbonden zoals wordt bepaald in artikel 2, § 1, 1°, a), van de wet van 19 december 1974

⁽⁷⁾ Vaste rechtspraak, zie onder meer RvS (kort geding), nr. 73.274 van 24 april 1998, nr. 72.478 van 16 maart 1998, nr. 68.599 van 2 oktober 1997, nr. 68.806 van 13 oktober 1997, nr. 60.091 van 11 juni 1996, nr. 79.184 van 9 maart 1999; RvS, nr. 78.987 van 26 februari 1999; RvS, nr. 91.369 van 8 december 2000; RvS nr. 104.423 van 7 maart 2002.

⁽⁸⁾ RvS, nr. 68.812 van 13 oktober 1997.

⁽⁹⁾ De Nederlandse tekst, waarin het woord "eventueel" wordt gebruikt, is op dat punt nog voor meer kritiek vatbaar dan de Franse tekst.

⁽¹⁰⁾ Zie de artikelen 8, § 1, en 10 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel (artikel 3, 3°, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel).

Uit de aan de Raad van State toegezonden inlichtingen blijkt niet dat die formaliteit is vervuld.

Mocht de ontworpen bepaling worden gewijzigd als gevolg van die onderhandelingen, dan zou ze wederom moeten worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving.

Artikel 14

Uit de woorden "kort na de indiensttreding" blijkt a contrario dat de ambtenaren personen kunnen horen zonder dat zij enige kwalificatie daartoe moeten bezitten en zonder dat zij daartoe vooraf een opleiding hebben gekregen.

Volgens de gemachtigde ambtenaren is zulks niet de bedoeling van de steller van het ontwerp. De tekst moet worden herzien om die bedoeling beter weer te geven.

Artikel 15

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat het beter zou zijn te bepalen dat wanneer de asielzoeker om een andere tolk heeft verzocht, men het gehoor ab initio moet overdoen in plaats van het voort te zetten. De met behulp van de omstreden tolk verstrekte gegevens zullen achteraf veronderstellenderwijs immers alleen maar aanleiding geven tot betwistingen.

Artikel 16

.../...

Het zou beter zijn in het tweede lid eveneens te verwijzen naar de tegenstrijdigheden met de verklaringen afgelegd door andere gezinsleden van wie de aanvraag gelijktijdig wordt onderzocht.

Artikelen 17 en 18

1. In artikel 17, eerste lid, vierde streepje, moet eveneens worden voorgeschreven dat in het gehoorverslag melding wordt gemaakt van het feit dat op verzoek van de asielzoeker overeenkomstig artikel 15 een andere tolk is aangewezen, alsook van de eventuele motieven waarom aan dat verzoek geen gevolg is gegeven.

In het zevende streepje van datzelfde lid moet rekening worden gehouden met de opmerking die is gemaakt in verband met artikel 9.

2. In het tweede lid van hetzelfde artikel staat te lezen :

"Het gehoorverslag geeft getrouw de gestelde vragen en antwoorden van de asielzoeker weer."

In artikel 16, eerste lid, staat evenwel te lezen :

"De verklaringen van de asielzoeker worden schriftelijk genoteerd ..."

Het lijkt wenselijk dat slechts één document wordt opgemaakt. Het zou bijgevolg beter zijn het volgende te schrijven :

"Het gehoorverslag geeft getrouw de vragen weer die aan de asielzoeker zijn gesteld, alsook diens verklaringen.".

3. In artikel 17 is sprake van een "gehoorverslag", en in artikel 18 van een "gehoorrapport".

Zoals de gemachtigde ambtenaren hebben uitgelegd, zijn het twee verschillende stukken. Alleen het gehoorrapport wordt aan de asielzoeker overhandigd.

In het ontwerp moet worden gepreciseerd wat het onderscheid is tussen de beide stukken, waarbij in het dispositief de inhoud van het "gehoorrapport" uitdrukkelijk wordt aangegeven.

4. Het is niet duidelijk of het gehoorverslag al dan niet door de asielzoeker moet worden ondertekend. Noch artikel 17, noch artikel 18 schrijft zulks uitdrukkelijk voor. De afdeling Wetgeving ziet niet in op welke gronden het verantwoord is dat het gehoorverslag niet wordt ondertekend door de asielzoeker. Door die handtekening kan de inhoud van het gehoorverslag met zekerheid worden vastgesteld. Er moet eveneens worden voorgeschreven dat indien de asielzoeker weigert te tekenen, die weigering in het gehoorverslag wordt vermeld.

Artikel 21

Volgens de jurisprudentie wordt beschouwd dat ieder stuk dat aangetekend wordt verstuurd, ontvangen wordt op de eerste werkdag volgend op de datum van aangifte van dat stuk in de post.

Dit is echter slechts een weerlegbaar vermoeden. De Koning gaat zijn bevoegdheid te buiten door voor te schrijven dat de datum van kennisgeving, die bij ter post aangetekende brief geschiedt, "de postdatum vermeerderd met twee werkdagen" is. Aldus legt Hij een vermoeden iuris en de iure vast, dat alleen bij de wet kan worden vastgelegd, daar het verband houdt met de regeling inzake de bewijsvoering.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs P. LIÉNARDY,
de Heren P. VANDERNOOT,
F. DEHOUSSE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame C. GIGOT,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX,
auditeur. La note du Bureau de coordination a été
rédigée par M. M. JOASSART, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld door de
H. M. JOASSART, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS